

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/85

11 décembre 1996

(96-5262)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

## OUGANDA

Déclaration de S.E. M. Henry Muganwa Kajura  
Ministre du commerce et de l'industrie

Je souhaite m'associer aux orateurs précédents pour exprimer notre profonde gratitude au gouvernement et au peuple de Singapour pour leur accueil chaleureux et leur aimable hospitalité. La convocation de la première Réunion ministérielle de l'OMC ici à Singapour témoigne une fois de plus de l'engagement de Singapour en faveur d'un cadre multilatéral pour le commerce.

La Conférence de Singapour constitue un événement marquant pour le système commercial multilatéral. Elle nous offre l'occasion de faire le bilan des changements intervenus depuis notre dernière réunion à Marrakech et elle nous permet d'examiner de plus près les défis posés par la situation économique internationale de demain. La mondialisation et la libéralisation ont grandement développé le commerce mondial et l'interdépendance mondiale. Toutefois, la plupart des pays les moins avancés, en particulier ceux d'Afrique, sont encore en marge du système commercial mondial et continueront d'être marginalisés. Comment intégrer ces pays est l'un des principaux défis auxquels cette Conférence est confrontée.

La plupart des pays les moins avancés ont eu des difficultés énormes à mettre en oeuvre les Accords de l'OMC, notamment pour ce qui concerne les prescriptions en matière de notification et d'examen. Compte tenu de la complexité de la tâche qu'implique le respect des prescriptions en matière de notification et d'examen imposées par le Cycle d'Uruguay, l'OMC et d'autres organisations devraient fournir une assistance technique pour permettre aux pays en développement de mettre en place les mesures nécessaires, en vue d'assurer leur intégration harmonieuse dans l'économie mondiale.

Il faut que nos partenaires de développement appuient le traitement spécial et différencié que les pays en développement ont réclamé dans les instances internationales, y compris l'OMC et les institutions de Bretton Woods. Deuxièmement, il faut mettre en place des mécanismes pour promouvoir les produits exportables originaires des pays en développement. Troisièmement, les pays développés peuvent fournir une assistance précieuse aux pays en développement pour les aider à apporter les réformes nécessaires à leur économie et soutenir leur marché des capitaux. Quatrièmement, les pays développés doivent partager leur expérience et leurs compétences techniques avec les pays en développement dans des domaines tels que le développement des infrastructures, les télécommunications, etc. Des mécanismes efficaces devraient être mis au point pour la diffusion des connaissances et le transfert des technologies.

Nous tenons à féliciter M. Renato Ruggiero, Directeur général de l'OMC, de ses efforts pour mobiliser un appui et des ressources en faveur des PMA. Le plan d'action qu'il a proposé est un pas dans la bonne direction. Nous espérons que ce plan sera approuvé par la Conférence.

Ma délégation estime que comme beaucoup de Membres de l'OMC ont encore des problèmes pour mettre en oeuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, on leur demanderait trop en introduisant les prétendues "nouvelles questions" dans le programme de l'OMC. Cela non seulement surchargerait le programme de l'OMC, mais aussi bouleverserait l'ensemble de résultats équilibré des Accords du Cycle d'Uruguay. L'introduction de normes du travail dans le régime commercial international aurait un impact négatif sur la croissance économique et le développement et imposerait un fardeau économique et social injustifiable aux pays en développement. Nous sommes convaincus que l'instance appropriée pour traiter des questions du travail et des questions sociales est l'Organisation internationale du travail (OIT), qui a la compétence et les connaissances spécialisées requises en la matière.

Nous pensons qu'il est prématuré d'examiner des propositions qui pourraient conduire à un accord multilatéral en matière d'investissement dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La question de l'investissement est très complexe et doit être considérée avec attention. A Midrand, il a été donné mandat à la CNUCED d'étudier la question et la composante du développement. C'est seulement quand le processus prévu dans le cadre de la CNUCED aura été mené à bien que la plupart de nos pays pourront débattre valablement de ce problème, toutes ses implications étant prises en considération.

Je tiens à réaffirmer l'engagement de l'Ouganda en faveur de la libéralisation du commerce et des principes du système commercial multilatéral. Les profondes réformes économiques entreprises parallèlement à notre processus démocratique au cours de la dernière décennie sont une manifestation de l'adhésion de l'Ouganda à la libéralisation du commerce.

Nous espérons que chacun respectera les règles du jeu et jouera honnêtement. Ceux qui appartiennent au monde en développement espèrent que leur plaidoyer s'inscrira profondément dans la conscience des pays développés et qu'il n'en sera pas simplement pris acte à la Conférence ministérielle de Singapour pour le laisser finalement sombrer dans l'oubli.